Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel

Décision du 26 janvier 2005

En cause de la société coopérative Brutélé, dont le siège est établi Rue de Naples, 29 à 1050 Bruxelles ;

Vu le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, et en particulier les articles 133 §1^{er} 10° et 156 à 160 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat d'instruction du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu les griefs notifiés à Brutélé par lettre recommandée à la poste le 16 novembre 2004 :

« d'avoir diffusé, les 16 et 20 septembre 2004 au moins, un programme en contravention à l'article 83 §5 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion » ;

Entendu Monsieur Jean-Michel Adant, Directeur général, en la séance du 12 janvier 2005 ;

1. Exposé des faits

A plusieurs reprises, les 16 et 20 septembre 2004 au moins, Brutélé a diffusé sur son canal d'informations techniques un jeu-concours permettant de gagner des places pour le match de basket Spirou-Benetton Trévisse du 29 septembre 2004 au Spiroudome de Charleroi. L'offre de places se présentait sous la forme d'un texte fixe (« *Spirou Basket Club et Brutélé vous offrent des places pour Spirou-Benetton Trévisse ce 29 septembre 2004 à 20h15 au Spiroudome de Charleroi* »), assorti d'un questionnaire à choix multiple, d'un code d'accès, de l'indication de deux numéros de téléphone auxquels les téléspectateurs étaient invités à communiquer leur réponse et de la mention du site internet de Brutélé.

2. Argumentaire du distributeur de services par câble

Le distributeur reconnaît la diffusion d'un jeu-concours organisé pour ses abonnés et donnant accès à des places de basket pour la rencontre du 29 septembre 2004.

Il précise que ce jeu concours ne devait être diffusé que sur les réseaux de Bruxelles, afin de se conformer à la décision du Collège d'autorisation et de contrôle du 8 septembre 2004. Cependant, suite à une erreur de programmation, ce jeu-concours a été diffusé sur des réseaux en Wallonie.

Le distributeur ajoute que les mesures techniques nécessaires ont été prises pour séparer complètement les contenus des canaux d'informations techniques tels que diffusés en Région wallonne, d'une part, et en Région de Bruxelles-Capitale, d'autre part.

Enfin, le distributeur estime que ce jeu-concours ne constitue pas de la publicité dans la mesure où les places offertes aux abonnés ont été achetées par Brutélé.

3. Décision du Collège d'autorisation et de contrôle

Le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion établit des distinctions fonctionnelles entre l'éditeur de services, l'opérateur de réseau et le distributeur de services.

Les éditeurs de services sont soumis à un régime d'autorisation préalable pour chacun des services qu'ils éditent, conformément à l'article 33 du décret. Les opérateurs de réseaux de télédistribution et les distributeurs de services sont soumis à un régime de déclaration préalable de leurs activités, conformément aux articles 97 et 75 du décret.

Les distributeurs de services par câble peuvent distribuer sur deux canaux de la musique en continu, un service d'informations techniques et un guide électronique de programmes, sans qu'ils puissent comporter de la communication publicitaire, conformément à l'article 83 § 5 du décret du 27 février 2003. Cette dérogation au principe de l'autorisation préalable de chaque service énoncé à l'article 33 du décret du 27 février 2003 doit être interprétée de manière stricte, en liaison avec la fonction principale de son bénéficiaire. Les travaux parlementaires sont explicites à cet égard : « dans le cadre de cette dérogation, les canaux réservés à la diffusion de musique en continu, aux informations techniques et au guide électronique de programmes ne peuvent comprendre de communication publicitaire » (Parlement de la Communauté française, 357-1 (2002-2003), p. 36).

Le service d'informations techniques est un service qui sert exclusivement à la diffusion d'informations sur les services de radiodiffusion que le distributeur de services par câble fournit et sur le fonctionnement technique du réseau de télédistribution. Le guide électronique de programmes est un service qui consiste à reproduire l'offre des éditeurs de services et à fournir un accès total ou partiel aux services de radiodiffusion.

La diffusion de bandes annonces assorties d'offres de places de basket que les abonnés à Brutélé peuvent obtenir au terme d'un jeu-concours et d'un appel téléphonique ne ressortit à aucune de ces catégories. Il s'agit de communication publicitaire au sens de l'article 1^{er} 7^o du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion.

La diffusion du programme incriminé constitue de l'autopromotion au sens de l'article 1^{er}, 3^o du décret du 27 février 2003. Il s'agit en effet, en l'espèce, d'un message radiodiffusé à l'initiative d'une entreprise (le distributeur de services) qui vise à promouvoir ses propres services et programmes (son service d'informations techniques) ou des produits connexes directement dérivés de sa propre activité.

Les bandes annonces relèvent de la communication publicitaire (article 1^{er} 7° du décret), laquelle ne peut être insérée dans les services visés par l'article 83 § 5 du décret.

C'est en vain que le distributeur soutient qu'il n'a pas diffusé de publicité en se référant à un critère de la définition de la publicité clandestine.

Le grief est établi.

Compte tenu de la bonne foi du distributeur, le Collège d'autorisation et de contrôle estime qu'un avertissement constitue la sanction adéquate.

En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, prononce à l'égard de la société coopérative Brutélé un avertissement.

Fait à Bruxelles, le 26 janvier 2005.